

Lutte Ouvrière

LANGUEDOC- ROUSSILLON ET MIDI-PYRÉNÉES

FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Nombre de travailleurs, de retraités, de chômeurs sont écœurés par tous les sacrifices imposés aux classes populaires, alors qu'au même moment, les exigences des grands patrons et des banquiers sont toutes exaucées.

Les partis qui se bousculent pour parvenir au pouvoir, du PS à la droite et au FN, servent tous les intérêts de la bourgeoisie.

Alors, il faut que les travailleurs rejettent tous ces partis et fassent valoir leurs propres intérêts de classe exploitée. Il faut qu'ils utilisent ces élections pour exprimer non seulement leur mécontentement contre le gouvernement actuel mais aussi leur opposition à toute politique en faveur du patronat et des plus riches.

Pas plus que les autres élections, celles-ci ne peuvent changer le sort des travailleurs. Mais voter pour la liste Lutte ouvrière est le moyen de montrer qu'il existe dans le monde du travail un courant qui n'accepte pas de se taire et met en avant un programme de défense des conditions de vie des classes laborieuses.

Alors, le 6 décembre, votez Lutte ouvrière !

Les prix augmentent, les salaires doivent suivre

Depuis des années, le pouvoir d'achat des travailleurs recule. Les statistiques officielles disent qu'il n'y pas d'inflation ? Mais ce qu'on doit dépenser augmente : l'alimentation, le loyer, le

chauffage, la cantine, la voiture, les assurances, sans parler des taxes et des impôts. Les salaires n'ont pas été relevés en conséquence, voire ont été bloqués ou amputés par la précarité, les temps partiels et les périodes de chômage. Les patrons exigent toujours plus de travail, comme on l'a vu récemment à Smart ou à Air France. Et ils paient toujours moins !

Il ne faut plus accepter ces reculs de nos conditions de vie. Rien ne le justifie : les

grandes entreprises font des milliards de profits, empochés par les actionnaires. Ces profits doivent être utilisés pour augmenter les salaires !

Il faut imposer un rattrapage de plusieurs centaines d'euros par mois sur les salaires, les pensions et les allocations. Et ces revenus doivent augmenter au même rythme que les prix réels, et de façon automatique, pour empêcher que l'inflation ne grignote le pouvoir d'achat des travailleurs.

Abolition du secret des affaires et contrôle des comptes !

Le secret des affaires empêche les travailleurs de connaître la réalité des profits des entreprises. Combien de travailleurs sont victimes des chantages patronaux basés sur de prétendues difficultés économiques, invérifiables, comme hier chez Continental ou aujourd'hui à Air France ? Sociétés écrans, filiales, sous-traitants en cascade contribuent à rendre opaques tous les bénéfices de la bourgeoisie.

Voilà pourquoi il faudra

imposer l'abolition du secret des affaires et rendre publique la comptabilité des entreprises, à commencer par les plus grandes. Les travailleurs doivent contrôler où va l'argent, ce qui va aux actionnaires, à ces PDG grassement payés pour organiser les licenciements et imposer des sacrifices aux salariés.

Le contrôle des travailleurs permettra de vérifier que, dans les caisses du grand patronat, l'argent existe pour les emplois et les salaires.



Liste conduite par
**Sandra
TORREMOCHA**

Un programme de lutte

Face à la hargne de classe opposée aux travailleurs dès qu'ils refusent les sacrifices que patronat et gouvernement veulent leur imposer sous couvert de « dialogue social », il faut faire entendre le point de vue des exploités. Les élections sont une occasion d'affirmer qu'il existe parmi les travailleurs un courant qui n'accepte pas de subir sans réagir les licenciements, l'écrasement des salaires et le chantage patronal.

Mais rien ne pourra être obtenu en quémendant. Les revendications que nous mettons en avant ne pourront se réaliser sans que le monde du travail les impose au patronat et au gouvernement, dans la lutte de classe.

Voter pour la liste Lutte ouvrière, c'est approuver des exigences vitales pour le monde du travail. C'est aussi affirmer qu'il faudra lutter pour les imposer.

Interdiction des licenciements

Chaque jour, des travailleurs sont licenciés, individuellement, par petits groupes ou bien lors de plans dits « sociaux » de grandes entreprises comme Air France.

Résultat : le chômage partiel ou total atteint des sommets avec officiellement 5,7 millions de sans-emploi, dont 3,5 millions sans aucune activité. Et il faut rajouter des millions d'autres travailleurs en contrats précaires, à temps partiel imposé, tous ceux qui sont condamnés à vivre au jour le jour.

Pour combattre le chômage, il faut enlever au patronat le droit de condamner à la pauvreté une part croissante des classes populaires : il faut imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, sans diminution de salaire.

Exproprier les parasites de la finance

Après la crise de 2008, les discours des chefs d'État sur la régulation de la finance n'ont débouché que sur des mesures dérisoires bien incapables de freiner la spéculation. Au contraire, grâce aux aides que les gouvernements leur ont apportées, les grandes banques ont spéculé de plus

belle, y compris aux dépens des États qu'elles ont contraints à s'endetter.

Pour en finir avec le parasitisme de la finance, il faut exproprier les banquiers, sans indemnités ni rachat, fusionner les banques et les placer sous le contrôle des travailleurs et de l'ensemble de la population.

Offensive contre les droits des travailleurs



Le gouvernement ne cesse de s'attaquer aux droits des travailleurs. La « loi de sécurisation de l'emploi » (2013) a permis aux patrons d'introduire encore plus de flexibilité du temps de travail et des baisses de salaire. Les lois Macron (2015) ont facilité les procédures de licenciement et la généralisation du travail du dimanche. L'accord sur les retraites complémentaires dont Valls s'est réjoui en octobre va encore réduire les pensions et repousser l'âge de la retraite à 63 ans. Répondant à une revendication du Medef, le gouvernement se propose de « simplifier » le Code du travail.

Le patronat en a rêvé, Hollande et Valls le font !

Air France, un fossé de classe

Quand deux directeurs ont eu leur chemise déchirée à la suite de la mobilisation des salariés d'Air France, révoltés par l'annonce de 2 900 licenciements, le patronat, le gouvernement, les hommes politiques et les médias ont dénoncé une violence intolérable. Une semaine après, six salariés étaient traités comme des criminels, arrêtés et mis à pied.

Les véritables agresseurs, ce sont les directions d'entreprises qui suppriment encore et toujours des emplois. C'est ça, le scandale. Certains défendent leur chemise, d'autres défendent leur peau.

Les camps sont clairs : d'un côté, celui du patronat, de l'autre celui des travailleurs solidaires des salariés d'Air France.

Les patrons gavés d'argent public

Hollande, Valls et Macron ont offert aux patrons toutes sortes de cadeaux, comme le Crédit impôt compétitivité emploi (CICE) et le Pacte de responsabilité qui, à lui seul, va rapporter 41 milliards d'euros au patronat sous Hollande.

Ces sommes s'ajoutent aux

dizaines de milliards d'euros déjà versées au patronat par les gouvernements précédents.

Les patrons sont de vrais assistés. Cet argent pourrait financer des millions d'emplois, cotisations sociales comprises !

Les régions, vaches à lait des capitalistes

Avec près de 28 milliards de dépenses cumulées, le budget des régions fournit des marchés lucratifs aux entreprises et arrose le patronat de multiples aides et subventions.

Ainsi, au nom de la création d'un « environnement

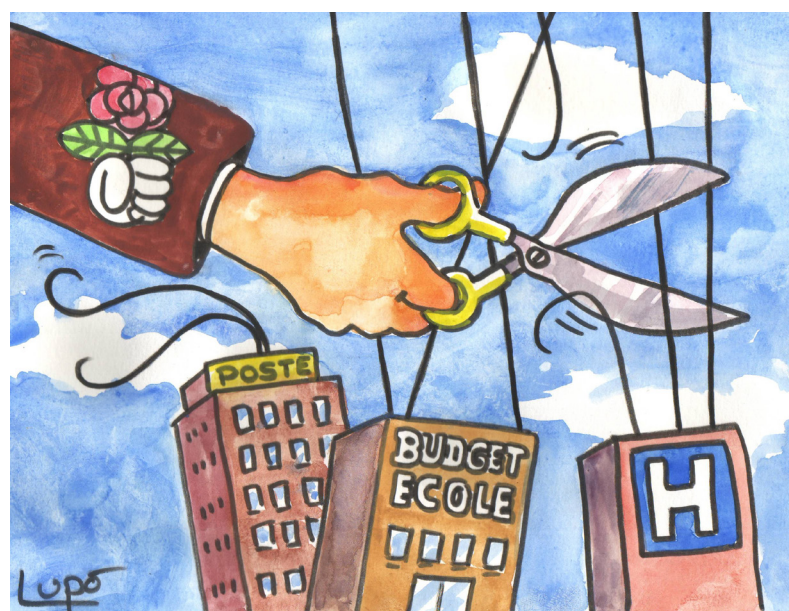
favorable à l'innovation », du « renforcement du tissu industriel », de « l'amélioration de la compétitivité », des milliards d'euros de fonds publics sont déversés dans les coffres des entreprises, en particulier les plus puissantes.

Des services publics dégradés

Depuis 2007, les gouvernements de droite et de gauche ont supprimé près de 400 000 emplois dans la fonction publique. Dans la santé, des services d'urgence, des maternités, des hôpitaux entiers ont été fermés. Dans l'éducation, les classes sont surchargées de

la maternelle à l'université. À la SNCF, il y a moins de trains et de nombreuses lignes sont supprimées. À La Poste, 80 000 emplois ont disparu en dix ans et des centaines de bureaux de poste ont fermé.

Et tout cela pour financer les cadeaux au patronat.



SERVITEURS POLITIQUES DE LA BOURGEOISIE

Le PS au pouvoir : trois ans et demi au service du patronat

Fin 2012, le PS disposait de tous les pouvoirs : Élysée, Assemblée nationale, Sénat. Il présidait toutes les régions sauf une et une majorité de départements. Qu'en a-t-il fait ?

Il a augmenté les impôts et la TVA qui frappent les classes populaires. Il a mis les services publics et les communes à la diète pour verser des milliards aux capitalistes. Il s'est attelé à détruire les droits des

salariés livrés au chantage patronal. Quant au chômage, il n'y a pas un mois sans qu'il ne batte de nouveaux records. Comme Sarkozy, le gouvernement a fait donner sa police et sa justice contre les travailleurs en lutte ou contre les migrants.

Si le PS subit une nouvelle déroute électorale, c'est le fruit de sa politique. Les travailleurs n'ont aucune raison de le soutenir.

La droite s'y voit déjà

Les notables des partis de droite comptent sur le discrédit du PS pour revenir à la tête des régions. Ils trépignent de pouvoir retrouver ces postes qui ouvrent des perspectives de carrière. Les uns et les autres se disputent la place pour servir la bourgeoisie locale, la principale bénéficiaire des subventions et des marchés publics. Pour cela, tout est bon : en Île-de-France,

Pécresse veut une région encore plus « pro-business », tandis qu'en Paca et en Nord-Picardie, Estrosi et Bertrand reprennent à leur compte les thèmes du FN.

L'alternance au niveau régional, c'est comme au niveau national : quelles que soient les équipes dirigeantes, c'est toujours la même politique en faveur des possédants.

Front national, un parti de plus contre les ouvriers

Le FN veut aussi gérer des régions. Les postes lucratifs que cela promet le font saliver. Pour y accéder, il multiplie les discours pour démontrer aux patrons qu'il est capable de les servir aussi bien que les autres partis.

Le FN, qui se prétend différent de « l'UMP » qu'il dénonce, est aussi anti-ouvrier que ses concurrents. Il l'a

montré en se plaçant du côté de la direction d'Air France et en traitant de lyncheurs les salariés qui se défendaient contre des licenciements.

Le FN veut les votes des classes populaires, mais les travailleurs qui combattent l'exploitation le trouveront toujours contre eux, dans le camp du patronat.



S'abstenir, c'est se taire

Bien des travailleurs s'apprêtent à marquer leur dégoût ou leur désapprobation en s'abstenant.

Mais s'abstenir, c'est se bâillonner et laisser le droit d'expression aux seuls larbins politiques

du patronat, de gauche, de droite ou d'extrême droite.

Les travailleurs qui sont en colère doivent se manifester en votant pour les candidats de Lutte ouvrière. Ce sera un vote contre

les politiciens qui leur imposent des sacrifices et contre l'exploitation patronale. Ils diront ainsi qu'ils ne sont pas résignés et veulent préparer les luttes de demain.

LA BARBARIE DU MONDE ET SES VICTIMES

Faire des migrants nos frères de classe

Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes risquent leur vie pour fuir la guerre et la misère. Hollande et Valls prétendent faire le tri entre les « réfugiés » qui pourront bénéficier du droit d'asile et les « migrants économiques » qui seront refoulés. Cette distinction est révoltante : tous les hommes doivent avoir le droit de

circuler et de s'installer là où ils le souhaitent.

La grande majorité des migrants feront partie du monde du travail, à nos côtés. Nous devons les accueillir comme des frères de classe. Et demain, tous ensemble, face à nos exploiters, nous représenterons une force capable de changer le monde.

Hollande s'en va-t-en guerre

L'armée française, aux côtés des États-Unis, bombarde la Syrie, aggravant la situation des populations déjà soumises à la barbarie des djihadistes et des troupes d'Assad. Hollande multiplie les opérations militaires au nom de la lutte contre le terrorisme. Mais elles ne font que répandre un peu plus la mort et le chaos.

Les interventions en Syrie, en Irak, au Mali ou en Centrafrique ne servent qu'à défendre les intérêts des grandes entreprises françaises, en s'appuyant sur les pires dictatures.

À bas ces interventions ! Retrait des troupes françaises d'Afrique et du Moyen-Orient !

LUTTE OUVRIÈRE EN CAMPAGNE

Les têtes de liste par département

Ariège



Gisèle LAPEYRE
Technicienne de
laboratoire

Aude



Dominique GALONNIER
Enseignant

Aveyron



Clotilde BARTHÉLÉMY
Contrôleuse
aérienne

Gard



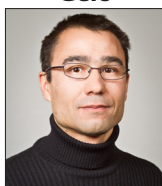
Isabelle LECLERC
Secrétaire

Haute-Garonne



Sandra TORREMOCHA
Enseignante
en collège

Gers



Tristan LALANNE
Informaticien

Hérault



Maurice CHAYNES
Ingénieur télécom
retraité

Lot



Vincent COMBES
Agent logistique
aéronautique

Lozère



Caroline POUPARD
Enseignante

Hautes-Pyrénées



François MEUNIER
Instituteur

Pyrénées-Orientales



Pascale ADVENARD
Travailleuse
sociale et familiale

Tarn



Chantal TRESSENS
Institutrice

Tarn-et-Garonne



Richard BLANCO
Employé ministère
du Travail

RÉUNIONS PUBLIQUES

MONTAUBAN

Avec

**Sandra Torremocha
et Richard Blanco**

**Jeudi 19 novembre
à 20h30**

Maison du Peuple
Rue Michelet

TARBES

Avec

**Sandra Torremocha
et François Meunier**

**Vendredi 20 novembre
à 18h30**

Salle Brauhauban
47, rue Brauhauban

PAMIER

Avec **Sandra Torremocha
et Gisèle Lapeyre**

Samedi 21 novembre à 17h

Salle des Capelles
Place Eugène Soula

TOULOUSE

Avec

Sandra Torremocha

Vendredi 27 novembre à 20h30

Salle du Sénéchal
Rue de Rémusat

MONTPELLIER

Avec **Sandra Torremocha
et Maurice Chaynes**

Samedi 28 novembre à 15h30

Salon du Belvédère, Le Corum,
Esplanade Charles-de-Gaulle

PERPIGNAN

Avec **Sandra Torremocha
et Pascale Advenard**

Mercredi 2 décembre à 19h

Salle des Libertés
3, rue Edmond-Bartissol

Reconstruire un parti communiste des travailleurs

La classe ouvrière manque cruellement d'un parti qui représente ses intérêts. Depuis des décennies, le Parti socialiste, puis le Parti communiste ont cessé de jouer ce rôle. Le parti ouvrier est donc à reconstruire.

Un tel parti devra rassembler des dizaines de milliers de femmes et d'hommes afin d'être présent dans la plupart des entreprises et des localités.

Il prendra position au nom des travailleurs sur toutes les questions importantes et, surtout, il proposera des perspectives à leurs luttes. Se réclamant des idées communistes, il affirmera que seuls les travailleurs, par leur combat, pourront imposer une organisation de la société répondant aux besoins du plus grand nombre.

Reconstruire ce parti, c'est notre objectif.

MG Call à Tarbes : un patron voyou financé par l'argent public

MG Call, entreprise qui fait du démarchage téléphonique et en même temps de la formation, compte 70 salariés et une trentaine de stagiaires. Installée à Tarbes depuis fin 2014, elle vient déjà d'être mise en redressement judiciaire. Les salariés ne sont plus payés depuis le mois d'août.

Dès le début elle a été soutenue par Pôle emploi, et aidée par des subventions de la communauté d'agglomération du Grand Tarbes, de l'État et de la région.

Au final, le patron n'a déboursé que 1 500 euros pour recevoir 3 millions d'euros d'aides diverses... et mettre la clef sous la porte quelques mois après. Il en était pourtant à sa quatrième escroquerie similaire : au Maroc, à Nantes... et l'an passé à Rambouillet d'où il était parti de la même manière sans payer les salaires.

L'argent public ne doit pas servir à arroser les patrons.

Des patrons assistés

Deux sous-traitants de Airbus et Boeing s'allient pour créer MKAD, une usine pour l'aéronautique à Varilhes en Ariège. Martin Malvy, président PS de la région, veut leur accorder une avance remboursable de 5 millions d'euros. Pourtant les deux sous-traitants ne sont pas des PME dans le besoin puisqu'Aubert & Duval a un chiffre d'affaires de 780 millions d'euros et Mecachrome de 340 millions

en 2014.

Et ils recevront également des aides de l'État, des fonds européens via la région Midi Pyrénées, du Conseil Départemental de l'Ariège et de la Communauté de communes du canton de Varilhes.

Les voilà, les vrais assistés : ce sont ces grands groupes industriels. Ce ne sont pas les pauvres !

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter que sur ceux qui refusent cette organisation sociale basée sur l'exploitation. Envoyez vos dons à la souscription pour le parti Lutte ouvrière par chèque libellé à l'ordre de : « Association de financement du parti Lutte ouvrière ». Vous pouvez transmettre ces

chèques à nos camarades ou les envoyer à l'adresse suivante : Lutte ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Merci d'indiquer également vos nom, prénom et adresse pour permettre l'envoi du reçu fiscal donnant droit à une réduction d'impôt.

Retrouvez toute la campagne sur internet

www.lutte-ouvriere.org

En Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées :
www.lutte-ouvriere.org/elections-regionales-2015/liste/languedoc-roussillon-midi-pyrenees